

Tous en grève le mardi 21 octobre !

Un projet destructeur pour la statistique publique

Le projet de délocalisation de la statistique publique a été décidé de manière arbitraire pour « compenser » les emplois supprimés par le changement de la carte militaire. Loin d'être un « projet » pour la statistique, il vise à casser un appareil reconnu de qualité et indépendant, donc dérangeant.

Ce projet est en outre scandaleux vis-à-vis des agents de la statistique publique. En organisant une délocalisation non justifiée, le gouvernement leur imposerait un déracinement incompatible avec leur vie sociale et familiale. Avec les lois de mobilité déposées à l'Assemblée nationale, les agents subissant ce type de restructuration qui refuseraient trois postes, à seraient mis en disponibilité d'office sans salaire !

Une mobilisation croissante, de nombreuses actions

Son organisation s'est mise en place avec la tenue de nombreuses assemblées du personnel, la constitution de Comités de Défense de la statistique publique dans de nombreux établissements et les interventions des personnels :

- La pétition interne des personnels de la statistique publique a déjà rassemblé plus de 5 000 signatures ;
- La pétition www.sauvonslstatistiquepublique.org destinée à tous les utilisateurs de statistique publique et donc tous les citoyens recueille déjà près de 10 000 signatures ;
- Plusieurs rassemblements et manifestations ont eu lieu à Malakoff et dans plusieurs villes ;
- Des contacts ont été pris avec les élus (sénatrice et députée des Hauts-de-Seine, député du Nord Pas de Calais, maires de Malakoff et de Metz...);
- Des conférences de presse ont été organisées, reprises par des articles de presse (les Échos, le Parisien, le Monde, l'Est républicain), radios, télévisions ;
- Des interventions publiques ont eu lieu au CNIS, au point de presse conjoncture le 3 octobre, dans des salons, des lieux publics...

...et une coordination au niveau national

Les premières Assises nationales de la Statistique publique se sont déroulées le 14 octobre 2008. Plus de 80 participants de différents organismes (DR Insee, DG Insee, SR, DIRAG (en visio) , IIS, CNI, Céfil, Ensaë, Sessi, Justice, DRTEFP, DGAFP, Medaat, Drees, Dares, Intérieur, Depp, Ifen...) se sont rencontrés afin de partager leurs expériences et construire des actions coordonnées.

Le Directeur général de l'Insee a confirmé à une délégation que tous les agents étaient concernés : pour l'Insee, qu'ils soient à la DG, dans les DR et les CNI ; pour les SSM, les agents parisiens et déconcentrés.

Les Assises appellent l'ensemble des personnels à l'action, et notamment à la journée de grève du 21 octobre.

La journée de grève de la statistique publique du 21 octobre doit être à la mesure de l'ampleur du projet de déstructuration

La force de la mobilisation est importante pour légitimer les actions à venir (contacts avec les élus, blocages de publications, empêchement du fonctionnement normal de l'Insee et des SSM...) et contraindre le gouvernement à retirer son projet ;

Elle permettra à l'ensemble des agents d'affirmer leur solidarité et leur détermination à préserver l'avenir de la statistique publique ;

Elle permettra à chacun d'entre nous de lever la menace que la délocalisation fait peser sur sa vie personnelle ;

Elle permettra d'alerter l'opinion au travers des diverses actions du 21 : la statistique publique est outil du débat démocratique et concerne chaque citoyen.

Pour le retrait du projet de délocalisation de la statistique publique !

Nous appelons tous les agents de la statistique publique à se mobiliser le 21 octobre

- **En faisant grève massivement**
- **En participant à toutes les actions proposées localement, afin de rendre cette grève visible !**

Paris, le 15 octobre 2008